

LE TEMPS

FORUM DES 100 ABONNÉ

La Suisse a disparu du radar européen

Après la rupture de l'accord-cadre par Berne, la relation bilatérale est au point mort. Et rien ne semble pouvoir la relancer. Les Européens ne cachent plus leur lassitude



Zeit	Erw.	Ort	Flug	Check-in	Informationen	Gate
1310	1700	Los Angeles	LH 5896	1	Technische Wartung	
1315		Brussels	SN 5108	1	Annulliert	
1405		Istanbul	PC 396	2	Zum Gate	D38
1415		Amsterdam	KL 1960	2	Einsteigen	B43
1430		Frankfurt	LX 3604	1	Zum Gate	A66
1430		Lisbon	TP 9800	1		
1435		Dubai	EK 088	2	Einsteigen	E67
1445		Hamburg	4U 7763	1		A62

Aéroport de Zurich, 2016. — © ENNIO LEANZA / KEYSTONE



Frédéric Koller

Publié samedi 24 septembre 2022 à 09:39
Modifié dimanche 25 septembre 2022 à 20:59

Pour sa 18e édition, le **Forum des 100** organisé par *Le Temps* explorera les relations qu'entretient la Suisse avec le reste du monde à travers cinq chapitres. A un an des élections fédérales de 2023, l'un d'entre eux sera consacré aux débats politiques qui s'imposent à l'agenda, de la neutralité au pouvoir d'achat, en passant par les migrations et les relations avec l'Europe. Le Forum des 100 aura lieu le 11 octobre à l'EPFL. Renseignements et inscriptions: forumdes100.ch.

Aucune mention du Brexit ni de la Suisse. Lors de son discours de l'Union, mi-septembre, Ursula von der Leyen n'a évoqué les «pays tiers» que dans l'optique de la première réunion de la «communauté politique européenne», le 6 octobre à Prague. La Suisse a été invitée avec 16 autres Etats à se joindre aux Vingt-Sept pour donner vie à la grande «famille européenne», concept revenu à la mode dans le sillage de l'agression russe en Ukraine. Ni membre de l'UE, ni membre de l'EEE, ni candidate à quoi ce soit, Berne s'accroche au marché unique par ses accords bilatéraux hérités d'un passé considéré comme révolu par Bruxelles. Ce costume sur mesure valait dans la perspective d'un mariage. Les fiançailles étant rompues avec le renoncement à l'objectif stratégique d'une adhésion, l'accord-cadre ayant été jeté au caniveau par le Conseil fédéral, la Commission européenne a laissé le dossier suisse glisser sous une épaisse pile de questions plus urgentes. D'autant qu'à Bruxelles, plus personne ne sait vraiment ce que veut le Conseil fédéral.

Lire aussi: Suisse-UE: l'interview qui fâche tout le monde

«L'image de la Suisse était très bonne jusqu'à la rupture unilatérale par Berne de l'accord-cadre, souligne Christophe Grudler, député français au parlement européen. Depuis cette décision brutale, le regard a changé.» Le versement du milliard de cohésion et surtout la reprise des sanctions européennes contre la Russie ont été de bons signaux, la présidente de la Commission ayant même pour l'occasion décroché son téléphone pour appeler Ignazio Cassis. Cela n'allait pas de soi après la gifle du 26 mai 2021, lorsque Guy Parmelin, après dix ans de négociations, est allé à Bruxelles signifier le niet à un accord institutionnel. Mais cela ne suffit pas à restaurer la confiance. «Déception», «colère», «frustration» et «tristesse» subsistent dans les coulisses bruxelloises. Plus que la rupture, c'est la manière de rompre qui a été prise comme insultante. «On voyait bien le manque d'envie. On s'attendait à ce que le Conseil fédéral laisse tomber. Mais pas ainsi. On n'abandonne jamais une négociation, ou si on le fait, c'est en se consultant», estime Christian Leffler, ancien négociateur de l'accord-cadre pour le compte de la Commission.

Lire aussi: Suisse-UE: le secteur agroalimentaire inquiet

Les exceptions ne sont plus d'actualité

«La Suisse veut maintenir la voie bilatérale, des accords sectoriels, comme avant. Eh bien non», tranche Christophe Grudler. L'Alsacien, bon connaisseur de la Suisse, rappelle que l'accès au marché unique ne peut se faire à la carte (*cherry picking*). Les exceptions accordées en échange de la promesse d'une adhésion ne sont plus d'actualité «pour un Etat tiers qui compte le rester». La Cour européenne de justice comme interprète des lois et la libre circulation des personnes sont des «no go». Ces principes ne se discutent pas. Le tribunal arbitral prévu par l'accord-cadre était une concession du point de vue européen. «L'UE est un ensemble qui se construit sur le droit, insiste Christian Leffler. On peut être pragmatique, on peut être flexible, mais on ne peut abolir la loi.» La Suisse aurait-elle trouvé un partenaire encore plus sourcilieux qu'elle en matières juridiques?

Lire aussi: Jean Russotto: «L'initiative d'Opération Libero est tardive»

Sur le plan économique, les relations n'en restent pas moins excellentes. L'UE est le premier partenaire commercial de la Suisse et celle-ci le quatrième de l'Union. En 2019, une étude de la fondation allemande Bertelsmann indiquait que la Suisse, et singulièrement la région de Zurich, était l'une des principales bénéficiaires du marché unique. Profiteuse de l'Europe, corrigent certains à Bruxelles. C'est du «gagnant-gagnant» rétorque la Suisse qui accueille 1,4 million de citoyens européens et 400 000 travailleurs frontaliers (plus d'un demi-million de Suisses vivent ou travaillent dans l'UE). Le patronat européen a ainsi pris acte «positivement» de la volonté suisse de «poursuivre dans la voie bilatérale». «Nous attendons maintenant une idée plus claire de cette approche et des priorités pour la Suisse», précise Markus Beyrer, le directeur général de BusinessEurope, le syndicat des employeurs à Bruxelles. Les questions institutionnelles, «pour assurer la sécurité juridique», viennent en tête des interrogations. Les syndicats des travailleurs européens soutiennent pour leur part leurs collègues suisses, dont l'opposition à l'accord-cadre a été le prétexte principal à l'abandon des négociations. L'UE s'est peut-être ralliée à l'idée qu'un travail identique effectué sur le même lieu doit être rémunéré de manière égale, comme le demandaient les syndicats. «Les mesures d'accompagnement suisses, qui poursuivent le même objectif, sont beaucoup plus efficaces que ce qui est actuellement autorisé par la Cour européenne de justice», estime Luca Visentini, le secrétaire de la Confédération européenne des syndicats.

«Le temps joue pour l'UE»

Business as usual? Pas tout à fait puisque, dynamique du marché oblige, les accords bilatéraux s'érodent. Et que tout nouveau compromis est pour l'heure exclu, faute de volonté politique. Vue d'Europe, à vrai dire, la Suisse échappe à tous les radars. Elle n'est pas un sujet, encore moins une priorité. Tout juste reste-t-elle une référence pour les partis d'extrême droite ou eurosceptiques. Alors qu'elle était l'affaire du président de la Commission sous Jean-Claude Juncker, elle a été reléguée au commissaire chargé des relations inter-institutionnelles de l'Union, Maros Sefcovic. Sur le site de la Commission, son cahier des charges mentionne 15 secteurs. La Suisse arrive en queue de liste. Ce déclassement, pense-t-on en Suisse, s'expliquerait par le Brexit, «l'éléphant dans la pièce» des bilatérales. Ne voulant rien céder à Londres, Bruxelles se montrerait inflexible envers Berne. Les accords bilatéraux n'étaient-ils pas un modèle pour le Royaume-Uni et sa relation future à l'Europe? «Le Brexit ne pèse pas, corrige Christophe Grudler. Puisqu'il n'y aura plus d'accord sectoriel.»

Lire aussi: Libre circulation: l'immigration est une chance pour la Suisse

«En vue de nouvelles négociations, on s'attend à des propositions concrètes et crédibles et à un engagement politique clair», explique Petros Mavromichalis, l'ambassadeur de l'UE en Suisse qui ne dissimule plus sa «lassitude de discuter des mêmes sujets depuis de longues années». Après «tant d'efforts et de concessions de la part de l'UE pour accommoder les demandes suisses», on ne comprend toujours pas la décision du Conseil fédéral. En termes moins diplomatiques, comme on l'entend à Bruxelles, l'UE en a assez de ce qui est perçu comme un flou suisse. «L'UE n'a jamais quitté la table de négociation, note l'avocat Jean Russotto, l'un des meilleurs observateurs de la relation bilatérale. Et le temps joue pour elle, non pour la Suisse.»

Lire aussi cette interview: Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'UE à Berne: «Quel gâchis!»

La Suisse a-t-elle un problème avec son Conseil fédéral?

Seuls ses voisins se préoccupent encore de sortir de l'impasse actuelle. L'Italie est la moins impliquée, la France serait la plus rigide sur les principes. Berne peut compter sur l'appui de l'Autriche et la compréhension de l'Allemagne pour défendre son point de vue à Bruxelles. Mais pour combien de temps? La coalition rouge-verte-jaune à Berlin n'apporte plus le soutien inconditionnel d'un Helmut Kohl ou d'une Angela Merkel. Pour Andreas Schwab, député du Bade-Wurtemberg au Parlement européen, la balle est dans le camp suisse. «On attend les propositions suisses. On se hâte d'attendre. Mais on se demande de plus en plus quoi attendre.» Le député conservateur ne parle pas d'incompréhension: «On connaît à 100% le système politique suisse et la Suisse connaît à 100% le système juridique européen.» Mais après des années de procrastinations helvétiques, au prétexte de votations ou d'élections, la perplexité s'installe. «Quand on appelle tous les jours et qu'à chaque appel on répond qu'on réfléchit, arrive un moment où l'on se dit qu'il faut décider.» A tel point qu'à Bruxelles on se demande si la Suisse n'a pas un problème avec son Conseil fédéral: manque de courage, manque de leadership, manque de prise de risque. Pourquoi ne pas avoir soumis l'accord-cadre au vote populaire? Pourquoi ne pas écouter le parlement? Pourquoi avoir validé l'accord-cadre en 2018 pour ensuite ne pas le défendre devant le peuple?

Lire aussi: Jacques Gerber: «Les cantons sont prêts à s'engager dans le dossier européen»

Après quelques allers-retours dans la capitale belge sans suite et une offre d'accords sectoriels dont l'UE ne veut plus entendre parler, la secrétaire d'Etat Livia Leu ne convainc pas davantage. Ses récentes déclarations pour dénoncer des «pressions de l'Europe» sont jugées «totalement contre-productives». L'Union semble en avoir tiré une leçon: c'est au niveau du parlement qu'il faut agir. Alors qu'Ignazio Cassis reste un quasi-inconnu à Bruxelles – son unique rencontre avec Maros Sefcovic ayant tourné court faute de substance –, les visites de députés suisses sont plus régulières. Le 5 octobre, les présidents du Conseil des Etats et du National sont reçus à Strasbourg. Mais il faut bien constater que la Suisse n'est pas davantage une priorité pour le Parlement européen, dont un rapport sur la relation bilatérale ne cesse d'être repoussé. Faute d'intérêt.

Lire aussi: La Suisse et le monde: Marie Juillard, se plaindre et agir